



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.EIA/WG.1/2004/4
8 avril 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de
l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière

**RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA CINQUIÈME RÉUNION
DU COMITÉ DE L'APPLICATION**

1. Le Comité de l'application a tenu sa cinquième réunion à Genève les 18 et 19 décembre 2003.
2. Des représentants des Parties ci-après, membres du Comité de l'application, y ont participé: Arménie, Canada, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni et Slovaquie. Le représentant de la République de Moldova n'a pas pu y participer.
3. Le Président, M. Roger Gebbels, a ouvert la réunion. Le Comité a adopté l'ordre du jour établi par le pays chef de file.

**I. PROJET DE DÉCISION III/2 RELATIVE À L'EXAMEN DU RESPECT
DES OBLIGATIONS**

4. Le Comité a examiné la question de savoir comment des critères pourraient être élaborés pour i) l'examen des informations autres que les communications émanant des Parties; ii) la participation des Parties qui n'étaient pas membres du Comité; iii) les questions touchant sa composition aux fins de l'examen des questions visées par le Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale. Ces éléments ont été pris en compte dans le projet de décision pour examen et mise au point du texte final à la septième réunion du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (28-30 janvier 2004) (MP.EIA/WG.1/2004/2).

II. EXAMEN DE CAS POSSIBLES DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS

5. Une copie d'une lettre adressée par une organisation non-gouvernementale à une Partie au sujet d'un cas possible de non-respect des obligations avait été reçue par le secrétariat; elle a été immédiatement transmise au Comité de l'application. Le Comité a pris note de la réception de la lettre par le secrétariat.

6. Le Comité a examiné plus avant le cas possible de non-respect des obligations dont il avait débattu à sa précédente réunion. Le secrétariat avait, conformément à la demande formulée par le Comité à sa quatrième réunion (MP.EIA/WG.1/2004/3, par. 10), transmis la réponse à l'ONG qui avait envoyé les informations. Le secrétariat avait reçu de cette ONG, le 11 décembre 2003, des informations complémentaires sur la même question.

7. Le Comité a décidé qu'il devait accuser réception de la toute dernière communication et que sa réponse devait refléter les vues de tous ses membres. La majorité des membres ont considéré qu'il ne fallait pas examiner les informations en question parce qu'ils estimaient que les informations non sollicitées provenant des ONG et du public sur des cas précis de non-respect des obligations ne relevaient pas du mandat existant du Comité. Une minorité de membres ne partageaient pas cet avis parce que, pour eux, le mandat actuel (décision II/4, appendice, par. 5) n'imposait aucune restriction quant à la façon dont le Comité pouvait apprendre l'existence d'un cas possible de non-exécution des obligations et ils préféraient que l'on examine ces informations plus avant.

8. Le Comité a décidé de demander au secrétariat d'envoyer, en réponse aux informations reçues le 11 décembre 2003, une lettre à l'ONG, avec copie à la Partie dont il était allégué qu'elle était la Partie d'origine, en y tenant compte des considérations ci-dessus.

III. POINT EN SUSPENS À EXAMINER AVANT LA TROISIÈME RÉUNION DES PARTIES

9. Donnant suite à une proposition du représentant de la Slovaquie, le Comité a décidé que l'ordre du jour provisoire de chacune de ses réunions indiquerait les points sur lesquels le public pourrait ou non suivre ses travaux.

10. Le Comité a noté que le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement avait demandé à sa sixième réunion (MP.EIA/WG.1/2003/7) un examen de l'article 9 de la Convention relatif aux programmes de recherche. Il a fait observer que les résultats des programmes de recherche énumérés à l'article 9 devaient faire l'objet d'un échange entre les Parties et il a encouragé celles-ci à s'acquitter de cette obligation.

11. Le Comité a examiné la question des modalités à suivre pour faire des communications sur les cas possibles de non-respect des obligations qui pourraient faire l'objet de procédures similaires dans le cadre d'un autre organe international et a décidé qu'aucune conclusion n'était nécessaire à ce stade. Il a cependant pris note d'un cas dont était actuellement saisie la Cour de justice des Communautés européennes (C-459/03: *Commission c. Irlande*) et qui pouvait avoir des incidences sur ses travaux et il a demandé aux représentants des États membres de la Communauté européenne de l'informer des conclusions de l'affaire.

12. Le Comité a noté que l'Allemagne, la Croatie, le Kirghizistan et la Pologne avaient exprimé leur souhait d'intégrer le Comité d'application en remplacement des Parties sortantes: Canada, Pays-Bas, République de Moldova et Royaume-Uni. Les membres du Comité restant en fonction ont remercié les membres sortants et en particulier M. Roger Gebbels, Président sortant, pour leur contribution.

13. Le secrétariat a appelé l'attention du Comité sur le financement intégral de la participation des représentants des pays en transition, généreusement assuré par la délégation du Royaume-Uni, en tant que pays chef de file, au-delà de ce qu'exigeaient les critères définis par le Comité de la politique de l'environnement. Le Comité de l'application a estimé que la stricte application de ces critères pourrait affecter la participation de certains membres à ses futures réunions. Il a donc demandé au Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement de se pencher sur cette question lorsqu'il examinerait le futur plan de travail, le budget et les arrangements financiers à proposer à la troisième réunion des Parties. Il a estimé que, compte tenu de l'importance fondamentale de l'examen du respect des obligations, ses travaux devraient être imputés au budget de base de la Convention.

IV. QUESTIONS DIVERSES

14. La Convention s'appliquait aux activités proposées susceptibles d'avoir un impact transfrontière préjudiciable important (art. 2) et son appendice III contenait des directives limitées sur la détermination de l'importance de l'impact sur l'environnement d'une activité proposée, eu égard à son ampleur, à son lieu d'exécution et à ses effets. À ce sujet, le Comité a noté que la Conférence des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière avait décidé ce qui suit: «Les deux critères de lieux suivants sont appliqués pour identifier les activités dangereuses susceptibles d'avoir des effets transfrontière aux termes de la Convention:

a) Dans une zone de 15 km à partir de la frontière, pour les activités mettant en jeu des substances susceptibles de provoquer un incendie ou une explosion, ou des substances toxiques qui pourraient être libérées dans l'atmosphère en cas d'accident;

b) À l'intérieur, ou à la limite des bassins hydrographiques de cours d'eau transfrontières, des lacs transfrontières ou internationaux, ou dans les bassins hydrographiques des eaux souterraines transfrontières, pour les activités mettant en jeu des substances classées dans les catégories 3, 4, 5 ou 8 de la partie I de l'annexe I à la Convention. Le bassin hydrographique d'un cours d'eau ou d'un lac transfrontière est défini comme l'ensemble du bassin versant de ce cours d'eau ou de ce lac, qui comporte un seul exutoire.» (ECE/CP.TEIA/2, annexe IV, appendice, par. 5).

Il était entendu que cette décision n'affecterait pas l'application de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement.

15. Le Comité a rappelé qu'à sa précédente réunion il avait décidé d'examiner la question de savoir comment rendre compte de ses activités et formuler des recommandations concernant le respect des obligations au titre de la Convention à chaque réunion des Parties (MP.EIA/WG.1/2004/3). On a aussi fait observer qu'il se réunissait régulièrement et

qu'une réunion des Parties avait généralement lieu tous les trois ans. Il pourrait donc arriver que le Comité formule une recommandation concernant le respect de la Convention qui ne serait examinée que très tardivement par une réunion des Parties. Cependant, les circonstances pratiques propres au cas considéré pouvaient nécessiter l'adoption de mesures plus rapidement. Le Comité a décidé de porter cette question à l'attention du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement à sa prochaine réunion.

16. La réunion s'est achevée le vendredi 19 décembre 2003.
